



Avec Philippe Poutou,

POUR UN MONDE SANS PATRONS NI FRONTIÈRES

Du côté de la gauche de gouvernement, la comédie continue. La « primaire populaire » n'était là que pour entériner une candidature de plus à cette cacophonie : celle de Christiane Taubira, ministre sous la présidence de François Hollande dont Macron, en tant que secrétaire général de l'Élysée, était éminence grise, avant d'en devenir à son tour ministre.

Après des décennies de renoncements et de trahisons, la gauche de gestion du capitalisme continue de creuser sa tombe. Il n'y a rien à regretter, c'est une autre voix qu'il faut faire entendre.

La gauche enterrée par sa propre politique

Ce n'est pas faute de « socle commun » que la gauche institutionnelle part en ordre dispersé. Les verts de Jadot, le PS d'Hidalgo et les radicaux de gauche de Taubira gouvernaient ensemble il y a quelques années sous Hollande. Au menu : loi Travail, argent magique pour le grand patronat et une couche de démagogie xénophobe avec Valls.

Le PCF de Roussel et Mélenchon lui-même ont gouverné avec les socialistes il y a moins de vingt ans : c'était la « gauche plurielle » de Jospin, qui a privatisé plus que la droite dans toute son histoire !

Tous se réclament de Mitterrand, homme du centre, devenu en 1972 chef du Parti socialiste et leader d'une « union de la gauche » avec l'appui du PCF. Celle-ci avait canalisé des espoirs populaires. Au gouvernement, sa politique anti-sociale agressive avait refait le lit de la droite.

Unie ou divisée, la gauche au pouvoir applique docilement la politique du grand patronat, qui est le véritable donneur d'ordre dans la société capitaliste. Après chaque passage de la gauche au gouvernement, les illusions qu'elle a suscitées se transforment en dépit qui profite à l'extrême droite. Celle-ci poursuit son ascension depuis les années Mitterrand.



Contre la droite et l'extrême droite : un programme de lutte pour changer la société

À deux mois du scrutin, la campagne est monopolisée par différentes nuances de droite, de Macron à Zemmour en passant par Péresse et Le Pen. Ces quatre-là sont d'accord sur l'essentiel : le grand patronat d'abord ! Zemmour veut la retraite à 65 ans, Le Pen se bat contre l'augmentation du Smic, Péresse voudrait supprimer des centaines de milliers de fonctionnaires... et Macron tout ça à la fois.

Le seul terrain sur lequel ils rivalisent, c'est celui de la démagogie sécuritaire et raciste. Cette poussée réactionnaire – à laquelle une certaine gauche ne peut pas s'empêcher d'ajouter son petit venin – profite à l'extrême droite et installe des idées dont on croyait s'être débarrassé depuis longtemps. Le tout sponsorisé par des médias aux mains des milliardaires.

Les intérêts des travailleurs et les moyens de les imposer

Face à ces vents mauvais, il est urgent que le monde du travail se rassemble. Pas derrière un nouvel attelage d'une gauche qui sert de paillason au grand patronat. Mais pour ses propres intérêts et ceux de toutes les classes populaires.

Quel que soit le résultat de l'élection présidentielle, pour défendre leurs intérêts vitaux, les travailleurs devront s'affronter à la classe capitaliste. Pour arracher les 400 euros de salaire supplémentaires nécessaires pour boucler les fins de mois, pour interdire les licenciements et partager le travail entre tous afin d'en finir avec le chômage, pour financer les services publics essentiels de santé, d'éducation, de transport ou de la culture.

Toutes ces mesures, aussi élémentaires soient-elles dans une société riche comme la nôtre, resteront à l'état de promesses électorales si elles ne sont pas imposées par un puissant mouvement d'ensemble : il ne s'agit pas de les faire financer par le contribuable mais de faire payer les milliardaires et actionnaires qui se sont gavés pendant la crise, et qui continuent.

C'est ce programme de lutte collective que propose Philippe Poutou dans cette élection et au-delà. L'union dont nous avons besoin, c'est celle des travailleurs et des jeunes pour renverser cette société capitaliste basée sur l'exploitation et le cortège d'oppressions qu'elle nourrit.

Pas touche à nos camarades

Sébastien, notre ancien collègue de Paris 15, militant à Sud, et Maria Traoré, militante de la CGT à Paris 11/20, sont convoqués au tribunal ce 4 février, car un ancien directeur du 11^e voudrait leur réclamer des dommages et intérêts pour une affaire d'il y a dix ans ! C'est le monde à l'envers.

Grâce au soutien de nombreux collègues et de leurs syndicats, ces camarades avaient gagné l'ensemble du procès monté par La Poste et son directeur. L'acharnement de La Poste contre les militants qui luttent avec leurs collègues contre la politique délétère de la direction continue.

Ils ne sont pas les seuls. Le 3 février, Christophe Musslé, militant CGT du Calvados, est convoqué en vue de sa révocation. D'autres sont aussi menacés : Antoine (14), Man (92) et des facteurs de Nanterre.

Soyons nombreux pour soutenir Maria et Sébastien à 12h place du Châtelet.

Voitures jaunes postiches

Dans un reportage de *France Info* diffusé mi-janvier, beaucoup d'usagers constatent de gros retards dans la distribution du courrier et s'interrogent.

Les postiers en connaissent la cause : la désorganisation qui fait suite aux suppressions d'emplois.

Le comble est que La Poste fait sortir des « supers rouleurs » pour distribuer quelques bottes et faire croire aux usagers que la situation va s'améliorer. Les collègues appellent cette distribution en trompe-l'œil « l'effet voiture jaune ».

Manque de bol, la population se rend vite compte que c'est de la poudre aux yeux.

Qui se ressemble s'assemble

Il ne s'agit pas d'une série sur Netflix mais bien de la réalité, le directeur général adjoint de Tessi, sous-traitant de la CNP Assurances, qui a récemment été absorbée par La Poste, a été mis en examen le 20 janvier pour « prêt illicite de main d'œuvre, travail dissimulé et abus de contrats à durée déterminée ».

Selon le journal *Ouest France*, les salariés de Tessi Ouest ont été installés pendant 6 ans dans les locaux de la CNP à Angers. Ce que le journal qualifie de « filiale dormante » aurait été utilisée par la CNP « pour faire son travail et lui permettre de réaliser d'énormes économies ».

La Poste se prétend « entreprise citoyenne » tout en surexploitant dans ses filiales des travailleurs sans-papier qu'elle refuse de régulariser. On voit que sa nouvelle filiale ne vaut pas mieux. Mais, bien sûr, la CNP aussi va certainement prétendre qu'elle n'était au courant de rien !

Baisse du chômage ou hausse de la précarité ?

Pôle emploi s'en félicite, le nombre de chômeurs a baissé de 12,2 % en un an. Du jamais vu depuis dix ans. Mais à bien y regarder, cette baisse ne concerne que les chômeurs de catégorie A, c'est-à-dire ceux sans aucun emploi. On constate même une hausse du nombre de demandeurs d'emploi ayant une activité longue mais partielle (catégorie C). C'est donc la précarité qui augmente, avec des travailleurs qui ne parviennent pas à trouver un emploi stable, mais qui finissent par accepter n'importe quel petit boulot.

Avec la récente reprise des affaires et après avoir massivement licencié, le patronat semble réembaucher timidement, et surtout en emplois précaires. Pour se débarrasser vraiment du chômage, il faudra imposer des embauches et le partage du travail entre tous.

Plus facile à dire qu'à faire...

Macron nous a exhorté à traverser la rue pour trouver un travail, l'éditorialiste Julie Graziani conseille aux femmes en difficulté financière de ne pas divorcer si elles sont au Smic. C'est maintenant la ministre de l'Industrie, Agnès Pannier-Runacher qui se la joue conseillère pour une retraitée vivant avec huit euros par jour : l'électricité est trop chère ? Changez le système de chauffage. Les nantis au service du grand patronat étalent leur stupidité et leur mépris pour les pauvres.

Haro sur le malade

Martin Hirsch, directeur des hôpitaux de Paris, a déclaré, à propos des malades du Covid non-vaccinés : « Est-il logique de bénéficier des soins gratuits quand on a refusé pour soi la vaccination gratuite ? » Et pourquoi alors ne pas faire payer les fumeurs soignés pour des maladies respiratoires, les dépendants alcooliques, les cyclistes accidentés sans casque, les personnes en surpoids, et ainsi de suite ?

Quant à ceux qui ont encore supprimé près de 6 000 lits en pleine pandémie et qui refusent d'accorder les salaires corrects qui permettraient des embauches dans la santé, Hirsch n'a rien à leur reprocher : ils siègent au gouvernement.

